



Les Etats-Unis et les responsables ukrainiens cherchent à torpiller l'accord de Minsk sur le cessez-le-feu

Par [Niles Williamson](#)

Mondialisation.ca, 16 février 2015

WSWS.org

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Les responsables américains et ukrainiens ont lancé des menaces et des accusations provocatrices contre la Russie moins de 48 heures après que les négociateurs allemands, français, russes et ukrainiens ont conclu un accord de cessez-le-feu à la fin d'une négociation marathon dans la capitale biélorusse de Minsk.

Les déclarations des responsables du gouvernement Obama et du président ukrainien Petro Porochenko avaient pour objectif de créer un prétexte pour saboter l'accord de cessez-le-feu et intensifier l'agression contre les forces séparatistes pro-russes en Ukraine orientale. Cela accompagne la campagne diplomatique, économique et militaire contre la Russie et essaie d'en faire porter la responsabilité à Moscou.

Washington et Kiev n'ont pas attendu que la trêve prenne effet dimanche pour lancer de nouvelles accusations d'agression militaire russe, dont aucune n'a été étayée. Entre la signature de l'accord le 12 janvier et son entrée en vigueur dimanche, les combats entre séparatistes pro-russes et forces gouvernementales s'étaient intensifiés dans l'Est de l'Ukraine.

La porte-parole du ministère américain des Affaires étrangères Jen Psaki a accusé la Russie de violer l'accord de cessez-le-feu en massant de l'équipement militaire autour de la ville de Debaltseve, tenue par les forces gouvernementales et actuellement assiégée par les forces pro-russes. « L'armée russe a déployé une grande quantité d'artillerie et de batteries de lance-roquettes multiples autour de Debaltseve, d'où elle bombarde les positions ukrainiennes, » a-t-elle déclaré aux journalistes, en ajoutant: « Nous sommes convaincus que ce sont des batteries de l'armée russe et non des séparatistes. »

Psaki a également accusé la Russie de préparer une importante cargaison de matériel pour les forces pro-russes. Elle n'a cependant fourni aucune preuve pour soutenir ses accusations.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a dit aux journalistes que, même avec le nouvel accord, il y aurait « un long chemin à parcourir avant de parvenir à la paix et la pleine restauration de la souveraineté de l'Ukraine. » Il a dit, « Nous jugerons l'engagement de la Russie et des séparatistes à leurs actes, non pas à leurs paroles. »

Dans une déclaration faite jeudi, le porte-parole de la Maison-Blanche Josh Earnest a associé

un tiède éloge du cessez-le-feu, qu'il a qualifié d'« étape potentiellement importante vers une résolution pacifique [du conflit], » à la demande que la Russie retire ses soldats et son matériel militaire de l'Est de l'Ukraine. Moscou nie avoir des troupes actives dans les régions de l'Ukraine contrôlées par les séparatistes.

Les affirmations répétées des responsables européens et américains de la présence de troupes russes qui aideraient directement les séparatistes pro-russes n'ont jamais été étayées. Des photographies récentes présentées par une délégation de politiciens ukrainiens au sénateur républicain James Inhofe comme preuve d'une implication de la Russie ont rapidement été démasquées comme étant une fraude. Il s'est avéré qu'il s'agissait de photographies de matériel militaire russe prises en 2008 au cours de la guerre en Géorgie.

Earnest a conclu ses remarques en insistant sur l'application « entière et sans équivoque » de l'accord, y compris la cessation « durable » des combats et le rétablissement du contrôle par Kiev de la frontière de l'Ukraine avec la Russie.

L'évocation d'un engagement militaire russe renforcé dans l'Est de l'Ukraine suggère que le gouvernement Obama, après un bref répit accordé à des forces ukrainiennes sérieusement malmenées par les milices rebelles dans l'Est, envisage peut-être d'utiliser une prétendue violation de l'accord de cessez-le-feu par la Russie pour justifier une décision d'équiper directement Kiev avec des armes américaines avancées. Une démarche que les politiciens et les médias européens avaient décrite comme l'équivalent d'une déclaration de guerre à la Russie.

L'accord de Minsk n'a pas été négocié par Washington, mais sous l'égide de l'Allemagne et de la France. La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande avaient lancé cette tentative diplomatique de mettre fin aux combats après que des informations ont filtré laissant entendre que Washington envisageait d'armer le régime ukrainien.

D'autres politiciens américains ont directement attaqué le cessez-le-feu. Le sénateur républicain John McCain, président de la Commission sénatoriale des Services armés, a publié une déclaration dénonçant l'accord comme étant une capitulation devant les séparatistes pro-russes et le président russe et a appelé le gouvernement Obama à avancer sur la question d'un armement de l'Ukraine.

McCain a déclaré: « L'accord conclu à Minsk gèle le conflit à un moment où les séparatistes ont l'avantage, il consolide les avancées de l'agression russe et laisse les frontières de l'Ukraine avec la Russie fermement sous le contrôle de Moscou, en attendant un règlement politique d'ensemble dont le contenu est inconnu et la faisabilité peu claire. » Il a ajouté que le cessez-le-feu ne devait pas être « une excuse pour retarder l'envoi d'une aide défensive létale à l'Ukraine. »

Le président ukrainien Petro Porochenko, lors d'une visite vendredi à un centre de formation militaire à l'extérieur de Kiev, a failli renier l'accord qu'il avait signé la veille. « Je veux que personne ne se fasse d'illusions, » a-t-il dit aux journalistes. « Nous sommes encore loin de la paix, et personne n'est pleinement convaincu que les conditions pour la paix, signées à Minsk, seront fermement mises en œuvre. »

Les forces fascistes ukrainiennes, qui ont fait fonction de fer de lance dans l'assaut militaire

du régime de Kiev contre les séparatistes, ont carrément rejeté l'accord. Vendredi, le chef de la milice fasciste Secteur droit, Dimytro Yarosh, qui est aussi député du parlement ukrainien, a critiqué le cessez-le-feu dans un communiqué publié sur sa page Facebook personnelle.

Qualifiant les séparatistes pro-russes de terroristes, Yarosh a insisté pour dire que tout accord avec eux était « dénué de validité juridique. » Il a déclaré que la milice Secteur droit « se réserve le droit de prolonger les hostilités actives en vertu de ses propres plans opérationnels. »

L'accord, qui a pris effet à 00h01 dimanche, appelle au retrait de l'artillerie et d'autres armes lourdes afin de créer une zone tampon le long des lignes de combats actuels. Les autres points clé sont l'évacuation de tous les combattants et armes étrangères de l'Est de l'Ukraine et la libération de tous les prisonniers de guerre. L'accord prévoit également des changements constitutionnels visant à accorder une plus grande autonomie aux zones tenues par les rebelles, tout en exigeant des séparatistes qu'ils rendent au régime de Kiev le contrôle de la frontière entre l'Est de l'Ukraine et la Russie.

L'accord Minsk II de jeudi remplace le cessez-le-feu du protocole de Minsk signé en septembre dernier, violé à maintes reprises par les deux camps et qui s'est complètement désintégré en janvier. Les combats se sont intensifiés le mois dernier après une offensive du gouvernement de Kiev contre les positions rebelles dans la région du Donbass. Les forces de Kiev ont souffert de sérieux revers lorsque les séparatistes pro-russes ont lancé une contre-offensive, se sont emparés de portions importantes de territoire et ont pris le contrôle de l'aéroport de Donetsk.

Immédiatement après l'annonce de la nouvelle trêve, les deux parties ont intensifié les combats et recherché des avancées territoriales de dernière minute avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Debaltseve, plaque tournante ferroviaire cruciale entre les villes tenues par les rebelles de Donetsk et Lougansk, a connu vendredi les combats les plus intenses. Jusqu'à 8000 soldats ukrainiens y sont encerclés par des miliciens séparatistes pro-russes.

Andriy Lysenko, porte-parole militaire ukrainien, a rapporté vendredi qu'au moins 11 soldats ukrainiens avaient été tués et 40 autres blessés lors de combats après la signature de l'accord.

Des obus d'artillerie ont touché une école dans la ville d'Artemivsk contrôlée par le gouvernement ukrainien, tuant deux civils, dont un enfant de sept ans. Au moins cinq autres civils, dont trois enfants, ont été blessés dans ce bombardement.

Eduard Basurin, responsable du ministère de la Défense de la République populaire de Donetsk, a déclaré aux journalistes vendredi que les bombardements des villes de Horlivka, Donetsk et Lougansk, tenues par les rebelles, avaient tué dix civils et blessé dix-neuf autres personnes, dont trois enfants.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a publié un rapport vendredi signalant l'utilisation de munitions à fragmentation illégales dans le bombardement de Lougansk jeudi.

Article original, [WSWS](#), paru le 14 février 2015

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Niles Williamson](#), [wsws.org](#), 2015

Articles Par : [Niles
Williamson](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca